

L'ECHO du citoyen

Belgique - Belgi
P.P.-P.B. BRUXELLES X
BC 734
P301174

Ed. resp.: G. Deprez
MCC - Rue de la Vallée 50
1000 Bruxelles
Bureau de dépôt: Bruxelles X



© Photo: JC Kanny - CDT

ET SI DEMAIN
NOUS N'AVIONS
PLUS
D'INGÉNIEURS,
DE PLOMBIERS,
DE MAÇONS,
D'INFIRMIÈRES ?

SOMMAIRE

- 2 L'enseignement technique et professionnel
- 4 Le mot de Gérard Deprez

COMMENT REDORER LE BLASON DES FILIÈRES TECHNIQUES ET SCIENTIFIQUES ?

N°61 Avril - Mai - Juin 2013
Trimestriel d'information du
Mouvement des Citoyens pour le Changement

Le MCC est une des composantes du 

Mouvement des Citoyens



Comment redorer le blason des filières scientifiques et techniques ?

Comment informer parents et étudiants sur les possibilités de débouchés qui s'offrent au terme de nombreuses études techniques et scientifiques ?

Comment donner aux jeunes générations – et particulièrement aux jeunes filles – le goût des sciences et des métiers techniques ?



Laura Beltrame



Michel Foucart

Réunis à Tournai le 16 mars dernier, les animateurs du MCC ont tenté, avec l'aide de représentants du monde de l'enseignement et du monde de l'entreprise de répondre à ces questions cruciales pour l'avenir de notre pays.

Madame Beltrame, de l'UWE, dresse un tableau frappant de l'inadéquation entre les qualifications des demandeurs d'emploi et les besoins des entreprises. De nombreux métiers techniques sont en pénurie : on manque de techniciens de maintenance, de production, ... on manque d'ouvriers qualifiés : soudeurs, électriciens, Le métier d'ingénieur, qui pourtant est le plus attractif, fait partie des fonctions les plus difficiles à pourvoir.

Les entreprises recrutent pour certaines fonctions, elles ne trouvent pas de candidat. Conclusion: elles perdent des parts de marché, ou bien elles s'approvisionnent auprès de producteurs étrangers, elles recrutent à l'étranger, elles automatisent, etc.

Il est temps de redresser la barre, de former les demandeurs d'emploi dans les métiers en pénurie. Plus fondamentalement, il faut lutter contre la désaffectation des filières scientifiques et techniques que l'on constate actuellement dans l'enseignement.

Le pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur en sciences et sciences appliquées est de 22% dans l'Union Européenne, il n'est que de 12% en Communauté française.

Des initiatives louables sont prises, comme par exemple, la formation en alternance dans l'enseignement supérieur, mais il faut aussi, selon Laura Beltrame, prévoir d'augmenter les classes dans le secondaire pour les métiers en pénurie, et orienter les jeunes vers les filières scientifiques et techniques – sinon la pénurie continuera à être structurelle.

Michel Foucart, fondateur de l'entreprise Technord, retrace tout d'abord l'histoire de l'entreprise qu'il a créée et passe rapidement en revue les activités qui y sont développées. Il insiste en particulier sur la philosophie qui sous-tend sa démarche et son management: «J'ai toujours essayé, dit-il, de faire se rapprocher la logique économique et la logique sociale: développer une entreprise, c'est une démarche citoyenne».

Lui aussi est confronté à la pénurie de main d'œuvre: chez Technord, 25 postes sont ouverts depuis un an. Cette situation entraîne une diminution de la compétitivité de l'entreprise et pourtant, les PME sont dans une compétition féroce face à la globalisation. Elles doivent, par conséquent, investir dans la formation



continue et susciter l'innovation et la créativité si elles veulent survivre.

Il souligne l'un des plus gros problèmes: le chômage des jeunes, qu'il voit comme le cancer de notre société. «C'est criminel, dit-il de mettre un jeune sans qualification dans la rue». Or, chez nous trop de jeunes quittent l'éducation et la formation prématurément: 15% des jeunes Wallons n'ont pas terminé leurs études et ne se forment pas.

Quant à lui, face à ces difficultés, il suggère de créer des partenariats : écoles, associations de parents, syndicats, institutions, politiques, etc... «Il vaut mieux allumer une bougie que de maudire l'obscurité» déclare-t-il.

Xavier Robben, directeur de l'Institut Technique d'Ath, présente son établissement: une école technique et professionnelle dans les secteurs «industrie» et «construction», une école certifiée ISO 9001 depuis 2000, équipée d'un «Centre de Technologies Avancées».

Il constate que, depuis 6 ans, on enregistre une diminution des inscriptions dans les écoles techniques et professionnelles (son école est à - 10%). Cette situation est paradoxale puisque la demande de main d'œuvre est importante dans ces secteurs.

La réforme du 1er degré, il y a six ans, a énormément nui à l'enseignement technique, les parents préférant maintenant inscrire leur enfant dans l'enseignement général.

Face à cette situation, les établissements ont réagi et pris de nombreuses initiatives.

D'abord pour améliorer l'image générale de l'enseignement technique, plutôt négative dans l'opinion publique, et ensuite pour informer au maximum les élèves et leurs parents sur les nombreuses possibilités de choix d'études et sur les débouchés offerts par les filières techniques et professionnelles.

L'institut Technique travaille directement avec les entreprises. L'objectif est d'optimiser l'offre de formation en phase avec les tendances de développement économique sous-régionales et régionales.

Patrick Demeulenaere, Directeur du département technologie informatique et électromécanique de la Haute Ecole Louvain en Hainaut, site Don Bosco, présente son établissement. Une école où le principal problème, dit-il, c'est le recrutement d'étudiants: «Nous avons énormément de demandes d'entreprises et nous ne sortons pas assez de diplômés». Une école où 100% des étudiants sortants ont trouvé du travail dans l'année qui suit l'obtention de leur diplôme.

Pour coller le mieux possible à la réalité des entreprises, les programmes des cours sont constamment remis à jour en fonction de l'évolution des technologies et les professeurs suivent de très près ces évolutions. Son établissement participe au projet pilote de «masters en alternance».

Il lance quelques pistes pour l'avenir: Organiser des stages/recyclages de longue durée pour les enseignants.

Permettre l'accès des Hautes Ecoles aux Centres de Compétences.



Xavier Robben



Patrick Demeulenaere

Entrepreneur dans le Hainaut recrute 3 personnes

Un poste dans la communication
220 candidats

Un poste dans le nettoyage
180 candidats

Un poste d'électricien
3 candidats (1 Belge et 2 Français)

(Source : UWE)

© Photos: Claude Piron

Le mot de Gérard Deprez

Panne technique, désert industriel

Le 16 mars dernier, à l'initiative de Pascal Duchenne et avec MC Marghem à la direction des opérations, le Parlement des Animateurs du MCC a organisé à Tournai une passionnante matinée de réflexion sur l'avenir de l'enseignement technique et professionnel (voir pages intérieures). Les orateurs étaient de haut niveau, l'assistance particulièrement attentive, les débats stimulants.

Voyons d'abord les constats.

Trop d'élèves quittent l'enseignement avec un niveau de formation insuffisant : 15 % des jeunes Wallons n'ont pas terminé leurs études !

Au niveau secondaire, le nombre d'élèves qui s'orientent vers les filières techniques et professionnelles est en diminution constante. Conséquence logique : de nombreux postes de techniciens et d'ouvriers qualifiés (soudeurs, électriciens, ...) restants vacants.

Au niveau supérieur, les étudiant(e)s s'orientent très majoritairement vers les sciences humaines, sociales et de la santé. Pour l'année 2008-2009, les étudiants en sciences ne représentaient pas 20% du total.

Déjà aujourd'hui, notre pays manque cruellement d'ingénieurs civils : on estime à 5000 les postes d'ingénieurs vacants dans les entreprises. Le nombre de diplômés diminue d'année en année.

Tant au niveau secondaire qu'au niveau supérieur, les jeunes filles sont quasiment absentes des filières scientifiques et techniques (à l'exception notable des disciplines liées à la santé).

Et, pendant ce temps que font les politiques responsables de l'enseignement ? Si vous faites avec moi un effort de mémoire, vous vous souviendrez certainement de trois «faits» marquants. Celui du débat lancé par le ministre Nollet sur la suppression des devoirs à la maison ; celui toujours actuel du décret / inscriptions dont les effets positifs sont inversement proportionnels aux ennuis provoqués ; celui, plus récent, du projet de décret du Ministre Marcourt sur l'organisation de l'enseignement supérieur, mélange sournois de confinement provincial et de mise sous tutelle de l'enseignement supérieur libre. Triste performance, vous en conviendrez.

Alors que faire ?

Il faut sensibiliser la population à l'existence des métiers «en pénurie», dont la plupart requièrent des qualifications d'ordre technique ou professionnel.

Il faut remettre à plat certains décrets dont les dispositifs ont pour effet de décourager les parents d'orienter leurs enfants vers les filières scientifiques, techniques et professionnelles. Il faut mener campagne auprès des jeunes filles pour les convaincre qu'elles peuvent exceller dans certains métiers (génie civil, informatique, télécom, ...)

Les établissements spécialisés dans les filières techniques doivent améliorer leur image, mieux encadrer les élèves et faire connaître leurs succès dans l'accès à l'emploi pour leurs diplômés.

On dit partout que notre pays et, plus généralement, toute l'Europe, a besoin de se réindustrialiser. Comment pourra-t-elle le faire si elle manque d'ingénieurs, de techniciens, d'ouvriers qualifiés ?

Gérard DEPPEZ
Ministre d'Etat
Sénateur
Président du MCC

